



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

**PRÉFECTURE**

Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau des enquêtes publiques et installations classées  
AXR/484

**ARRÊTÉ**

du **24 SEP. 2018** mettant en demeure  
le gérant de la société **AGRIVALOR Wittenheim SARL**  
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2014  
pour l'exploitation de ses installations situées à Wittenheim (68270)

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1,
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2014 réglementant les installations de compostage de déchets non dangereux de la société AGRIVALOR-WITTENHEIM SARL situées au lieu-dit « Schoenensteinbach » sur le territoire de la commune de Wittenheim,
- VU** le rapport du 24 août 2018 établi par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** qu'il est apparu lors de l'inspection du 6 août 2018, faisant suite à l'incendie survenu sur le site le 5 août 2018, que certaines dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé n'étaient pas respectées,

**CONSIDÉRANT** que le non-respect de ces dispositions est susceptible d'avoir entravé le bon déroulement des opérations d'extinction de l'incendie, d'une part au regard de l'absence d'une aire libre de surface suffisante pour étaler les matières combustibles et les arroser afin de limiter la propagation d'un incendie dans le stock de matières, d'autre part au regard de la difficulté d'accès à la ressource en eau pour l'extinction d'un incendie,

**CONSIDÉRANT** que d'autres constatations relatives à la gestion des eaux résiduelles de l'installation mettent en évidence des manquements aux obligations de rétention et de traitement de ces eaux,

**CONSIDÉRANT** que les non-conformités relevées impactent potentiellement les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société AGRIVALOR-WITTENHEIM, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 1 rue de Ruederbach à Hirsingue (68560), représentée par son gérant, est mise en demeure de respecter dans un délai de **4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2014 susvisé, pour l'exploitation de ses installations implantées au lieu-dit « Schoenensteinbach » sur le territoire de la commune de Wittenheim :

- article 1.2.4 : « *L'établissement comprend au minimum :*
  - *une aire (ou équipement dédié) de fermentation aérobie isolée pour permettre un traitement des odeurs efficaces ;*
  - *une aire (ou équipement dédié) de maturation ;*
  - *une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation ;*
  - *une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition » ;*
- article 2.6.1 : « *L'exploitant établit et tient à jour : [...] des plans [...] » ;*
- article 7.4.1 : « *Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation » ;*
- article 7.5.1 : « *[...] Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie » ;*
- article 7.5.4 : « **Dans un délai de deux mois, à partir de la notification du présent arrêté**, l'exploitant sollicite l'avis des services départementaux d'incendie et de secours sur l'accessibilité et le niveau de disponibilité de la réserve d'eau disponible sur le site ».

### **Article 2** :

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Mulhouse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée à M. le Gérant de la Société AGRIVALOR-WITTENHEIM – 1 rue de Ruederbach – 68560 Hirsingue.

Fait à Colmar, le 24 SEP. 2018

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Christophe MARX

#### **Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

